

CCAP – Cahier des clauses administratives particulières n° INSERM-DR-2025-04

**Marché portant sur les prestations de Contrôle réglementaire & maintenance
préventive et curative des appareils sous pression (autoclaves, laveurs)**

*Procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-2 1°
et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique*

SOMMAIRE

ARTICLE 1. ACHETEURS (POUVOIRS ADJUDICATEURS)	4
ARTICLE 2. CARACTERISQUES DU MARCHE	4
2.1. Objet	4
2.2. Forme	4
2.3. Allotissement	4
2.4. Durée	4
2.5. Montant	5
ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.1.1. DELAIS	5
4.1.2. EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.1.3. Accès aux sites classés en Zones à Régime Restrictif (ZRR)	5
ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
5.1. Obligation de conseil	5
5.2. Obligation de confidentialité	6
5.3. Obligations d'information de modifications affectant le titulaire	6
5.4. Obligations réglementaires	6
ARTICLE 6. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
6.1. Opérations de vérification	6
6.2. Opérations D'admission	6
ARTICLE 7. REGIME FINANCIER	7
7.1. contenu des prix	7
7.1. MODALITES DE VARIATION DES PRIX	7
7.2. CONDITION DE SAUVEGARDE	7
7.3. Transmission d'un bon de commande	7
7.4. Facturation et paiement	8
7.4.1. Modalités de facturation	8
7.4.2. Transmission de la facture	8
7.4.3. Règlement	9
7.5. Délai de paiement	9
7.5.1. Délai de paiement	9
7.5.2. Intérêts moratoires	9
ARTICLE 8. MODIFICATIONS	9
8.1. Modification du marché	9
8.2. Modifications mineures relatives au titulaire	9
ARTICLE 9. PENALITES	10
9.1. Pénalités pour retard	10
9.1.1. Pénalités pour retard	10

9.2. Pénalités pour non-respect de la clause environnement.....	11
9.3. Plafonnement des pénalités	11
ARTICLE 10. SOUS-TRAITANT	11
10.1. Procédure d'agrément	11
10.2. Modalités de paiement des sous-traitants	12
ARTICLE 11. CLAUSE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE	12
ARTICLE 12. RESPONSABILITE CIVILE.....	13
ARTICLE 13. RESILIATION	13
ARTICLE 14. DIFFERENDS – LITIGES.....	13
ARTICLE 15. DEROGATIONS AU CCAG/FCS	13

ARTICLE 1. ACHETEURS (POUVOIRS ADJUDICATEURS)

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)
Délégation Régionale Grand Ouest
24 boulevard Vincent Gâche
44200 NANTES

Représenté par Monsieur DELALEU, Délégué Régional

&

Nantes Université
1, quai de Tourville
BP 13522 - 44035 Nantes Cedex 1

Représenté par Carine BERNAULT, présidente

ARTICLE 2. CARACTERISQUES DU MARCHE

2.1. OBJET

La présente consultation a pour objet le Contrôle réglementaire des équipements sous pression, et leur maintenance préventive et curative (autoclaves, laveurs) pour les laboratoires Inserm du Grand Ouest et les laboratoires de Nantes Université.

Les spécifications techniques du marché sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.2. FORME

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande, à prix unitaires et forfaitaires, pour la réalisation de services.

2.3. ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti :

LOT 1 Contrôle réglementaire des appareils de pression d'eau (autoclaves)
LOT 2 Maintenance préventive & curative des appareils à pression (autoclaves)
LOT 3 Maintenance préventive & curative des appareils à pression (laveurs)

Chaque lot constitue un marché mono attributaire.

2.4. DUREE

Le marché commence à s'exécuter à compter de la date qui sera fixée dans le courrier de notification du marché.

La date prévisionnelle de début d'exécution du marché est fixée au 01/01/2026.

Il est reconductible par tacite reconduction 3 fois par période de 12 mois à la date anniversaire sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

2.5. MONTANT

Le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 400 000€ maximum pour la durée du marché.

ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, chaque marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après par ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le présent document : cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) issu du décret du 30 mars 2021. Ce document est librement téléchargeable sur le site legifrance.gouv.fr ;
- L'offre du titulaire incluant son mémoire technique basé sur le CCTP fourni dans les documents de la consultation, et le cadre de réponse sur le critère environnemental et sociétal.

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le titulaire, et contraire aux clauses du présent CCAP ou du CCAG/FCS est réputée non écrite.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1.1. DELAIS

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels. Ils sont respectés sous peine de l'application des pénalités prévus au présent accord-cadre.

4.1.2. EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées selon les plannings d'intervention convenus entre le Titulaire et les laboratoires de recherche, et conformément aux dispositions du CCTP.

Pour les prestations de maintenance corrective/curative le cas échéant, le Titulaire établit un devis détaillé en conformité avec les prix du marché, préalablement à toute commande.

Le parc d'équipements présents au CCTP peut évoluer au cours du marché, certains matériels pourront sortir du parc (mis au rebut...), de nouveaux matériels pourront y entrer.

4.1.3. ACCES AUX SITES CLASSES EN ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal en vigueur et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1. OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette

obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

5.2. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm et Nantes Université, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG/FCS, le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

5.3. OBLIGATIONS D'INFORMATION DE MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Inserm et Nantes Université avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

5.4. OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

Le titulaire est tenu de produire les pièces mentionnées à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite <http://www.e-attestations.com/fr/>.

ARTICLE 6. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de l'exécution de service conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

6.2. OPERATIONS D'ADMISSION

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision d'admission des prestations dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Ces opérations de vérification et d'admission conditionnent le bon déroulement des opérations de paiement.

ARTICLE 7. REGIME FINANCIER

7.1. CONTENU DES PRIX

Les prix sont exprimés en € euro, ils comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations et notamment :

- les frais de main d'œuvre ;
- les pièces détachées ;
- les consommables ;
- le conditionnement, l'emballage et la manutention ;
- l'assurance ;
- le stockage ;
- les garanties définies au présent document ;
- le transport jusqu'au lieu de livraison ou d'exécution ;
- les frais afférents aux opérations de vérification et à la livraison ;
- les frais de port retour du matériel ;
- les frais de port des pièces détachées ;
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;
- les frais de gestion ;
- l'élimination des déchets ;
- et également les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

7.1. MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes pour la première de l'accord-cadre. Ils pourront être révisés une fois par an à la date anniversaire de la reconduite du marché public selon une formule de révision ou un calcul qui devra être présenté aux pouvoirs adjudicateurs au moins 1 mois avant l'échéance d'application de la révision, sous peine de voir celle-ci rejetée et non appliquée.

7.2. CONDITION DE SAUVEGARDE

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché public à la date d'application des nouveaux prix lorsque l'augmentation serait supérieure à 3,00 % l'an, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnisation.

Les augmentations de prix devront toujours être justifiées par le titulaire du marché.

7.3. TRANSMISSION D'UN BON DE COMMANDE

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par les acheteurs et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, au gré des besoins et convenances des plannings d'intervention, à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

7.4. FACTURATION ET PAIEMENT

7.4.1. MODALITES DE FACTURATION

Pour le paiement, le titulaire adresse une facture correspondant aux prestations fournies, libellée à la Délégation Régionale Grand Ouest.

Elles seront établies après constatation du service fait.

Elles sont établies en un original, à terme échu, via la plateforme Chorus Pro.

Chaque facture devra comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- le nom et l'adresse complète de l'établissement concerné par la prestation ;
- l'identification du Titulaire (nom ou raison social, adresse, numéro SIREN ou SIRET)
- le numéro et la date d'établissement de la facture
- la désignation de la fourniture ou la description des prestations exécutées et leur prix facturé conformément au marché
- le montant hors taxes de la facture
- le taux ou le montant de la TVA
- le montant T.T.C. de la facture
- le numéro du marché
- la référence du bon de commande
- la date de la livraison
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au Titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

7.4.2. TRANSMISSION DE LA FACTURE

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour information, la réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

Les informations permettant la bonne transmission de la facture auprès de l'établissement client sont indiquées sur le bon de commande :

- Le numéro de Siret identifiant la délégation régionale Inserm : 180 036 048 02482
- Le numéro de Siret identifiant Nantes Université : 194 409 843 00019
- Le code service : permet d'identifier le service concerné par la facture : xxxxx
- Le numéro d'engagement : Numéro de bon de commande à 10 chiffres

7.4.3. REGLEMENT

Le mode de règlement du présent marché est celui du virement bancaire.

7.5. DELAI DE PAIEMENT

7.5.1. DELAI DE PAIEMENT

L'Inserm et Nantes Université se libèrent des sommes dues par virement au compte précisé par le titulaire dans l'acte d'engagement (AE).

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement est de **trente** (30) jours. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par la personne publique et sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- ✓ aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

7.5.2. INTERETS MORATOIRES

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 8. MODIFICATIONS

8.1. MODIFICATION DU MARCHE

La modification des contrats en cours d'exécution est encadrée par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Dans tous les cas les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

8.2. MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE

Les modifications suivantes qui sont relatives au titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du titulaire

ARTICLE 9. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le marché pourra faire l'objet de modifications, quel qu'en soit le montant, dans les conditions définies ci-après.

Modifications pouvant faire l'objet d'une clause de réexamen :

- Retrait d'un appareil pour cause de mise hors service, mise au rebut, départ du laboratoire
- Ajout d'un appareil : tout modèle d'appareil, entrant dans l'objet du marché, appartenant à un laboratoire de l'Inserm ou Nantes Université, pourra être ajouté au présent accord cadre ;
- Extension de l'accord cadre à un laboratoire de l'Inserm ou Nantes Université

Dans les cas d'ajouts, le titulaire établira une offre financière décrivant le prix et les conditions de la prestation à réaliser, sur la base des conditions tarifaires définies par le présent marché pour un équipement similaire.

Tout ajout de matériel fera l'objet d'un avenant au présent marché.

Les modifications pourront également porter sur les éléments suivants :

- Modification du périmètre
- Toute modification substantielle induisant une évolution du prix
- Augmentation du montant maximum du marché dans le cadre du dépassement du plafond initial

Par ailleurs, suivant le contexte économique, des modifications pourront porter sur l'ensemble des dispositions relatives à la révision des prix pendant la période liée à la nouvelle conjoncture économique.

Ces modifications seront effectuées à la demande du titulaire ou des acheteurs et d'un commun accord entre les parties et feront l'objet d'un avenant. A l'extinction du fait générateur, les parties conviendront d'un retour aux conditions normales d'exécution du marché.

A défaut d'accord entre les parties dans un délai de 60 jours suivant la date de réception de la demande de réexamen, le contrat pourra être résilié par l'acheteur sans indemnité en dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG- FCS.

Toute modification sera constatée par un avenant signé des deux parties

ARTICLE 10. PENALITES

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

10.1. PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

10.1.1. PENALITES POUR RETARD

Le Titulaire encourt une pénalité en cas de dépassement du délai d'exécution fixé dans son offre.

Les pénalités peuvent être retenues sur les sommes dues au Titulaire, sans mise en demeure préalable.

$$P = \frac{V * R}{200}$$

P = montant des pénalités

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur du prix d'acquisition de l'appareil ;

R = le nombre de jours ouvrés de retard de livraison de l'équipement ; toute journée ouvrée entamée comptant pour une journée pleine.

Les pénalités commencent à courir à l'issue du délai contractuel de réalisation des prestations.

10.1.2. PENALITES POUR INDISPONIBILITE

Dans le cadre des prestations de maintenance curative, les pénalités pour indisponibilité s'appliquent selon les modalités définies à l'article 14.2 du CCAG/FCS.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée de l'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités. Ces seuils sont fixés à 15 jours ouvrés en dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG FCS.

Le montant des pénalités est calculé par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30 ;$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance curative forfaitaire ou valeur du bon de commande relatif à la prestation curative hors forfait ;

R = le nombre de jours de retard

10.2. PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE ENVIRONNEMENT

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500€ en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement tels que définis dans les pièces du présent marché.

10.3. PLAFONNEMENT DES PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 20% de la valeur des prestations objet du marché.

ARTICLE 11. SOUS-TRAITANT

11.1. PROCEDURE D'AGREMENT

Le Titulaire a l'obligation de s'assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues par le Code de la commande publique.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer l'Inserm et Nantes Université par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'Inserm et Nantes Université se réservent le droit de refuser le sous-traitant ou de l'autoriser. Le refus d'agréer un sous-traitant doit être justifié.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l'offre.

En cours d'exécution, à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R.2193-3 du Code de la commande publique, l'Inserm et Nantes Université disposent d'un délai de 21 jour calendaire pour procéder à l'acceptation d'un sous-traitant.

11.2. MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui est de trente (30) jours conformément à l'article 8.4.1 du CCAP.

ARTICLE 12. CLAUSE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental relatif aux déplacements de ses personnels, et favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution du marché est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur, et en respect de l'environnement.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

Le titulaire précise dans son offre les mesures qu'il prend dans le cadre de l'exécution du présent marché en faveur de la protection et de la valorisation de l'environnement. Notamment il indiquera ses actions relatives à la prise en compte des coûts carbone pour les déplacements des techniciens, l'intégration de produits recyclés, la prise en charge des déchets et leur recyclage, les spécifications techniques relative à la durée de vie des pièces détachées et leur réparabilité.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 9.2 du présent document.

ARTICLE 13. RESPONSABILITE CIVILE

Le Titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

L'assurance du Titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile après travaux ou livraison du Titulaire en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ou Nantes Université ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du Titulaire, de façon à faire bénéficier l'Inserm et Nantes Université dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du Titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le Titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'Inserm ou Nantes Université une attestation de la police d'assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

ARTICLE 14. RESILIATION

L'Inserm ou Nantes Université peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celle-ci conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

ARTICLE 15. DIFFERENDS – LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché et ne pouvant être réglé à l'amiable, est soumis à la juridiction compétente dans la résidence administrative de la Délégation Régionale Grand Ouest.

Seul le droit français est applicable.

ARTICLE 16. DEROGATIONS AU CCAG/FCS

ARTICLES DU CCAP	ARTICLES DU CCAG/FCS
3	4.1 pièces contractuelles
5.2	5.1.1 obligations contractuelles
9.1	14.1.1 pénalités
9.3	14.1.2 pénalités
10.1.1	14.2.5
13 - 9	38 et 42 résiliations